

## Abonnement pour Lyon :

Un an . . . . .	15 francs.
Six mois . . . . .	8
Trois mois . . . . .	4 25



## Abonnement pour les départements :

Un an . . . . .	25 francs.
Six mois . . . . .	13 id.
Trois mois . . . . .	7 id.

# TRIBUN DU PEUPLE

5 c.

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE,

5 c.

LE NUMÉRO.



PARAISANT TOUS LES JOURS.

LE NUMÉRO.

Se distribue à Lyon, Petite rue Mercière, n. 16, au troisième.

## AU PEUPLE.

Oui, nous entrons dans une grande époque, et qui nous était bien due après une si longue et si honteuse inaction ! Ne faiblis pas dans l'accomplissement de tes hautes destinées, peuple français, initiateur éternel des nations civilisées ! Et ne te plains pas de ton rôle ; c'est le plus rude et le plus beau que Dieu ait encore confié à la race humaine.

Je crois que c'est là ce qu'il faut te dire, à toi, martyr des siècles, fils du Christ ! Ils blasphèment également, ceux qui disent que l'homme est né uniquement pour souffrir, et ceux qui disent que l'homme ne doit pas souffrir. La vérité c'est qu'il est un devoir souffrir pour une cause sainte, pour la cause de tous. Le mensonge, c'est de dire, comme M. Guizot, qu'il faut éternellement des pauvres et que le travail est un frein.

Un frein ! Quelle infamie de rabaisser au rôle d'instrument de torture la tâche chère et sacrée que Dieu a donnée à l'homme ! Non, le but de la vie n'est pas la souffrance ! Dieu est trop juste et trop bon, pour avoir fait du désespoir le terme de cette vie qu'il a placée sous l'égide de l'espérance. Le but, c'est d'être heureux par la foi et par la gloire d'avoir créé le beau et le bien. Le chemin qui mène à ce but, c'est une alternative de souffrances plus ou moins vives et de satisfactions plus ou moins complètes. La douleur entre donc dans notre destinée, et ceux qui veulent s'y soustraire sont des égoïstes. La douleur est sainte, la douleur est bénie du ciel ! non pas la douleur qu'une pensée impie inflige et prescrit à plusieurs au profit de quelques-uns, mais la douleur que chacun accepte au profit de tous. C'est là le sacrement de vie ; recevons-le religieusement, et nous nous sentons ensuite au niveau des plus grandes choses.

Ils te calomnient, ceux qui disent que tu combats pour des questions matérielles, et que tu ne vois dans le taux du salaire et dans la durée des heures de travail qu'une condition de bien-être physique ! Sans doute, tu as droit à ce bien-être, à ce repos ; mais ceux qui te connaissent savent bien qu'il y a là pour toi une question supérieure à celle du pain qui nourrit ton corps. Tu veux le pain de l'âme ; tu veux la lumière, l'instruction, le temps de lire, de méditer, d'échanger ta pensée avec celle de ton semblable. C'est une conquête intellectuelle que tu réclames ; et ce qui a fait la grandeur de tes pères, ce qui nous oblige de les admirer, alors même que nous déplorons les tragédies de leur existence, c'est qu'au temps des plus épouvantables souffrances matérielles, de la famine, de la guerre et de l'épouvante, ils oubliaient tout pour la vie publique, pour le salut de la patrie, pour la gloire qu'il nous ont léguée.

Nous n'aurons plus les mêmes tragédies, mais nous aurons encore de mauvais jours à traverser. Nous y sommes dès aujourd'hui dans ces jours de souffrance morale et physique. Eh bien ! voudrions-nous ne pas y être ? voudrions-nous ne pas avoir conquis ces larges blessures, ne pas subir cette gêne momentanée, ces privations, cette fatigue de tous les instants ? Non, mille

fois non ! la République mérite bien tous ces sacrifices. Nous avons encore de la misère à son service, disait naguère un de ses enfants sur la place publique. Mot sublime, et qui suffirait à la grandeur d'une nation !

Plains-les, ceux qui ne comprennent pas une pareille pensée ! Plains-les, ceux qui tremblent devant toi ! ils sont assez punis par le malheur de ne pas sentir en eux la confiance et l'enthousiasme qui élèvent à ton niveau toute âme droite, tout courage de Français ! Plains-les, ce sont les émigrés du présent ! Ils ne fuient pas derrière la frontière ; mais leur conscience déserte la cause publique et leur âme renie la patrie !

Attendons que l'air de la liberté les ranime ! donnons-leur le temps de comprendre et de guérir. Et si leur âme est morte, *laissons les morts enterrer leurs morts*, comme dit l'Évangile.

Nous, notre affaire, c'est de vivre pour faire fructifier la vie. S'il faut souffrir encore, souffrir longtemps et beaucoup, souffrons ! Cette fois, notre souffrance ne sera pas perdue : l'avenir nous en tiendra compte ; et si nous mourons à la peine, nous mourrons contents !

A toi, Peuple, demain comme aujourd'hui ?

Georges SAND.

Paris, le 19 mars 1848.

## MASSACRES DE CHAMBERY.]

## TRAVAILLEURS, GARDE A VOUS !

Qui pourraient douter de nos sympathies pour les malheureux Savoisiens, si lâchement assassinés à Chambéry, nous qui croyons à la République comme à la fraternité universelle ; le sang des savoisiens et celui de quelques braves *Voraces* qui les accompagnaient, demande vengeance, il sera vengé ; non point par des flots de sang, non point surtout, dans le sang d'une population aveuglée plus que coupable, mais ces martyrs de la liberté seront vengés par la destruction, à tout jamais, des royautés et des aristocraties.

Quelque soit l'indignation qui nous anime, quelque soit le légitime désir de faire payer à l'aristocratie bourgeoise et cléricale de la Savoie, le prix des crimes atroces qu'elle vient de commettre, nous devons rappeler à nos frères que le sort de la démocratie savoisiennne est lié à celui de la démocratie française, si celle-ci avait été fortement assise, l'autre n'aurait pas eu certainement à endurer les cruautés d'une population fanatique, excitée au crime par un clergé infâme.

Ce qui est urgent, avant tout, même pour venger dignement les braves savoisiens morts pour la liberté l'égalité et la fraternité, c'est d'établir ici, en France, les trois termes de cette divine formule.

Tant que la liberté, l'égalité et la fraternité ne règneront pas ici, nous serons impuissants à les faire régner ailleurs.

Or, il est malheureusement vrai que nous sommes loin d'avoir obtenu l'objet de nos désirs.

On parle beaucoup de liberté, mais ce qu'on pratique

c'est une liberté absurde, la liberté du fort au détriment de la liberté du faible.

On parle d'égalité, mais c'est encore de l'égalité devant la loi, rien de plus.

On parle de fraternité ; mais le riche étale son luxe à côté de la misère du pauvre, les rues et les ponts sont encombrés de mendiants estropiés auxquels on n'a point pu encore assurer l'existence.

Nous avons donc énormément de réformes à obtenir. Nous avons surtout à obtenir ces institutions que les bourgeois qui possèdent encore le pouvoir nous refusent obstinément ; pour obtenir, il faut que nous soyons forts, les aristocrates sont partout ce qu'ils sont en Savoie, et nos bons bourgeois s'ils n'étaient convaincus de notre supériorité numérique et de courage, nous extermineraient bel et bien, pour le salut de leurs petits intérêts.

Vous voyez donc travailleurs, que ce serait une folie d'éclaircir nos rangs, restons tous armés et prêts à mourir pour assurer nos droits, et quand ces droits sacrés nous seront garantis, quand nous auront fait rentrer dans le néant toutes les prétentions du privilège, alors s'il en est besoin encore, nous irons à la frontière et nous conquerrons, au prix de notre sang, pour nos frères les peuples étrangers, les droits que nous aurons conquis, pour nous.

Ah ! songez-y, songez-y ! si nous abandonnions un seul instant notre poste, l'aristocratie en profiterait contre nous, elle tenterait certainement une criminelle réaction, et des malheurs sans nombre seraient la conséquence fatale de ses horribles machinations.

## M. FRANÇOIS.

Nous livrons à l'appréciation du peuple les paroles du professeur François. Il y verra comment ceux qui osent se porter à la candidature entendent les réformes sociales dont lui, peuple, a tant besoin. Monsieur François, qui croyait la monarchie très-possible avant le 24 février, après avoir déclaré *qu'aujourd'hui* elle lui est démontrée impossible ; après avoir entassé pêle-mêle une multitude de phrases vides sur les constitutions politiques, administratives, financières, il arrive à l'examen des différentes théories sociales.

« 3° J'arrive à la troisième question, la création d'un ordre social. Que l'agriculture souffre, qu'il y ait malaise et souffrance dans toutes les parties de l'organisme social, tout le monde en tombe d'accord. Mais le remède, vite le remède, car le mal empire chaque jour !... Je ne veux dire qu'un mot sur les doctrines des systématiques dont je respecte les intentions. D'abord je vois les apôtres de l'association. Quelle espèce, quelle forme d'association ? car ici la forme importe beaucoup. La révolution de 1789 a détruit les corporations du moyen-âge, les tyrannies industrielles, veut-on les rétablir ? Elle a proclamé la liberté du travail ; veut-on détruire la liberté du travail ? non sans doute ; veut-on que l'Etat se fasse le marchand, le fabricant universel ? quelques-uns le pro

posent; mais d'abord l'état n'a ni le bon marché, ni l'activité du marchand ou du fabricant. Ensuite, ceci est plus grave, pour arriver à cette transformation il faudrait, avoir l'assentiment du peuple souverain, car je ne suppose pas qu'on veuille nous régénérer à la turque, et effacer dès le début le premier mot de notre devise républicaine : liberté! Il y a toujours eu une association volontaire, libre, possible *selon les professions, selon les pays*. Qu'on la propose à ces professions spéciales, à ces divers districts, et qu'elle soit acceptée, ce n'est pas nous qui nous en plaindrions.

« Reste la communauté. Cette théorie n'est pas plus neuve que l'autre. L'histoire est pleine des essais de ce genre. Depuis Pythagore jusqu'aux mystiques confrères du moyen-âge. Aspiration impuissante de l'humanité! ce que le Christianisme n'a pu accomplir avec toutes ses ressources, je vous défie de l'entreprendre avec ces vingt-quatre millions d'hommes qui procèdent avec l'individualité indomptable du génie moderne. La communauté naturelle serait un état sauvage, et nous ne sommes point des Nemrod. La communauté libre est impossible; elle ne durerait pas un jour. La communauté forcée; ce serait la tyrannie, et elle n'est pas à craindre, je le répète, avec nos paysans hommes de la terre, vivant de la terre, et si fortement attachés à la terre qu'il faudrait les tuer tous dessus avant de leur voler cette terre qu'ils ont fécondée de leurs sueurs, cette terre qui est leur amour et leur vie. Ne les en accusons pas! où en serait la France sans cette impénétrable Landwehr de campagnards si prêts à changer en lances les socs de leurs charrues? En défendant la terre, le paysan défend le sol de la patrie, et il l'a toujours bien défendu, j'en jure par les héroïques conscrits de 92! (tonnerre d'applaudissements, acclamations bruyantes.)

« Non la propriété n'est pas un privilège; non la propriété n'est pas un vol, la propriété est une liberté, et la liberté est chose sainte. Voulez-vous que je vous dise quelle serait la meilleure association, la communauté la plus sincère et la plus durable? quelles seraient les plus fraternelles agapes? ce seraient l'association des esprits, la communauté des âmes, la sympathique union des cœurs, le dévouement de l'homme à l'homme, l'abnégation, le sacrifice, l'amour, le riche s'efforçant de partager, le pauvre pardonnant à son frère de posséder davantage; fondons d'abord cette association, cette communauté, fondons la par l'éducation; et nous aurons préparé l'avenir. Il y a plus de dix-huit cents ans, Jésus a dit : aimez-vous les uns les autres, et le reste vous arrivera par surcroît. (Appaudissements prolongés.)

De ce qui précède, nous pouvons conclure :

1° Que Monsieur François ne comprend rien à des questions qu'il se permet de traiter cependant.

2° Qu'il serait sage à lui de se faire *écolier* avant d'enseigner ce qu'il ignore complètement.

#### NOTES D'UN TRAVAILLEUR A SES FRÈRES.

Depuis la première révolution de 89 jusqu'à ce jour, à peu près toutes les formes de gouvernement se sont succédées en France. L'histoire de cette époque est un grand enseignement pour nous. Il est de notre devoir d'en profiter; c'est notre droit; nous y avons gagné certainement; la lumière s'est faite! Mais, en résumé, le bonheur du peuple est-il assuré? sa souveraineté est-elle sincèrement reconnue? n'aperçoit-on pas déjà la réaction qui se prépare? ne voit-on pas évidemment qu'il se forme divers partis pour nous ramener aux vieilleseries? les heureux ne trouvent-ils pas que nous sommes déjà trop loin, et qu'il importe à la France de poser des limites aux principes pour lesquels nous avons combattu? c'est ce que nous proposons d'examiner.

C'est à toi, peuple travailleur, que je m'adresse. Nous devons tous nous unir étroitement, nous éclairer mutuellement, veiller réciproquement à nos intérêts, les soutenir, les défendre avec toute l'énergie possible. N'atten-

ons pas, malgré les promesses qu'on nous fait, que les heureux prépareront notre bonheur sans notre coopération; cela n'est pas présumable. Pour assurer le bonheur du peuple, il y a de grandes choses à faire, de grandes réformes à opérer. Tout cela nécessite de grandes dépenses, de grands sacrifices. Pour faire face aux dépenses où prendra-t-on? Nécessairement il faudrait retrancher beaucoup à l'opulence pour doter la misère. Pour amener les sacrifices que nécessite une telle mesure, il faudrait que les heureux fissent une grande abnégation. Le plus grand nombre ne renoncera pas ainsi au bien-être, sans que la nécessité ne leur en fasse une loi impérieuse. L'accepteront-ils de bonne grâce cette loi? Voudront-ils la comprendre? N'emploiera-t-on pas mille ruses plus habiles les unes que les autres pour tenter de nous démontrer que nos espérances sont vaines, insensées, ou tout au moins prématurées? Travaillons donc nous-mêmes, ne nous reposons que sur nos efforts, veillons sans cesse au travail qui se prépare. Nous seuls, comprenons bien nos maux, nos besoins. A l'œuvre donc. Accordons à ceux qui s'occupent de régler nos intérêts toute la confiance dont ils se rendront dignes; mais pas aveuglement. S'il y avait chez eux hésitation, refroidissement, ranimons leur zèle, réchauffons leurs sentiments. Notre révolution de 1848 est belle; elle est pure, elle est glorieuse, magnanime; n'en perdons pas le fruit; ne rendons pas inévitable une nouvelle révolution. Les leçons de l'histoire, en révolution, coûtent trop de sang au peuple. Soyons sages, mais fermes, ne nous arrêtons pas aux calomnies, aux criaileries; marchons toujours; Montrons-nous amis de l'ordre, mais poursuivons notre route.

#### SOCIÉTÉ FRATERNELLE LYONNAISE.

A nos frères de Paris, vainqueurs aux barricades de Février.

Frères,

De votre héroïque courage est né la République. Gloire et reconnaissance à vous!

Vous avez jeté les bases d'un nouvel édifice; à nous tous de le consolider, de l'achever.

En vain de sourdes intrigues, de lâches calomnies veulent l'ébranler ou salir ses ouvriers; en vain le caduc drapeau blanc fait ses chevrotants appels : intrigues, calomnies, drapeau blanc, foulant tout aux pieds, nous poursuivons, frères, la tâche glorieuse que votre victoire nous a donnée.

Dans notre cité, foyer de trembleurs et de rétrogrades, nous avons eu, et nous aurons sans doute encore à lutter contre d'injustes défiances, habilement exploitées par les ennemis de la République. Ainsi, une imposante manifestation populaire était devenue indispensable, soit pour rassurer le citoyen commissaire du gouvernement sur nos sentiments de patriotisme et d'ordre, soit pour obtenir la mise en liberté de nos frères soldats, consignés ou sévèrement punis pour s'être souvenus qu'ils étaient peuple.

On n'a pas craint d'accuser de rébellion ces braves militaires pour avoir fraternisé avec nous, et refusé des mains de leurs chefs des listes de candidats qu'ils jugeaient anti-républicains.

Ils ont noblement répondu à cette injure en se tenant prêts à marcher sur la frontière, tout en conservant l'indépendance de leur vote.

Et quelles folles terreurs n'ont-ils pas eu à vaincre, nos courageux enfants de la Croix-Rousse! Qu'ils ont dû montrer de vertueuse énergie à défendre leurs droits et les droits de tous, pour s'acquérir enfin l'estime et la reconnaissance de ceux-là mêmes qui tremblaient à leur seul nom de *Voraces!*

Les voilà maintenant, ces *brigands!* ces *pillards!* appelés, à la moindre alerte, à protéger des propriétés, dont plus d'une a été gagnée sur leur sueur; et le citoyen commissaire, plein de confiance dans leur patriotique intervention, les nomme le *Bataillon sacré!*

Frères de Paris, comme vous nous sommes dévoués au gouvernement issu de votre sang; comme vous nous saurions le défendre contre toute prétention contre-révolutionnaire; comme vous aussi nous saurions résister énergiquement à tout acte, à toute pensée rétrograde émanant de lui ou d'une représentation faussée.

Mais après deux mille ans de prières et d'attente, quelles mains impies oseraient repousser l'arche divine qui s'approche?

Non! les échos du Luxembourg n'auront pas en vain répété : *association!* *solidarité!* mots sublimes! qui, de la France et de ses enfants, vont faire un immense atelier, une immense famille : baume souverain! qui peut seul cicatrifier toutes nos plaies sociales.

Oui, nous, pauvres prolétaires, qui, sans envier les fastueux plaisirs du riche, voudrions pourtant notre part des joies de la famille, nous comprenons qu'une quatrième révolution, sœur pacifique de ses trois guerrières aînées, s'accomplit pour nous dans ce palais.

Frères travailleurs! que notre grande voix, faisant taire la critique intéressée d'aveugles égoïstes, applaudisse, encourage nos généreux défenseurs; et bientôt, sous le règne véritable de notre trinité républicaine, nous pourrions crier du fond de l'âme : *vive la Liberté!* *vive l'Égalité!* *vive la Fraternité!* saintes filles de la République.

GLUNTZ, président.

PRESSE,

COIGNET (Ant.), vice-présidents.

BOURG,

BANER, secrétaires.



#### DISCOURS PRONONCÉ LE 9 AVRIL 1849, SUR LA PLACE DES CORDELIERS A LYON.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Citoyens!

Voilà le cri que proféraient, il y a quatorze ans, au bruit du tocsin de l'insurrection, ceux qui combattaient et mouraient pour la délivrance de la patrie et dont nous honorons la mémoire dans ce solennel et douloureux anniversaire.

C'est qu'ils savaient bien, ces héroïques martyrs, que la République pour laquelle ils versaient leur sang, et dont ils avaient, par la prédication, popularisé les doctrines, pourrait seule faire régner sur la terre la justice et le droit.

C'est qu'ils savaient bien que la République étant le gouvernement de *tous pour un* et de *un pour tous*, pourrait seule, par ses formes flexibles et accessibles à tous les progrès, faire cesser cet antagonisme qui divise les membres de la famille humaine, en expérimentant une nouvelle organisation sociale.

Mais, citoyens, si dans les plus vives aspirations de leurs âmes vers un monde meilleur et inconnu, ils désiraient que la société se transformât pour faire disparaître de trop choquantes inégalités, ils n'oubliaient pas que pour obtenir une abondante moisson, il faut bien préparer la terre, et avant tout, ils étaient révolutionnaires.

C'est par là qu'ils ont des droits à notre reconnaissance et à nos regrets éternels.

Soyons comme eux, citoyens, et avant de construire l'édifice de la société future, fouillons profondément le sol dans lequel nous voulons en poser les assises. Que le monde ancien disparaisse et qu'il en surgisse un monde nouveau.

Mettons à l'ordre du jour, pendant son édification, cette maxime du stoïque St-Just : *Les malheureux sont les puissances de la terre, ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les oublient.* Rappelons à ceux que notre libre choix aura élevé au-dessus de nous, les paroles que ce conventionnel adressait dans son temps, aux mandataires du peuple : *Ceux qui veulent faire des révolutions, ceux qui veulent faire le bien dans ce monde, ne doivent dormir que dans le tombeau.* Et tous, joignant au précepte l'exemple : mourons s'il le faut pour défendre la *Liberté, l'Égalité, la Fraternité*, cette Trinité sainte dont nos pères nous ont légué l'héritage que nous devons laisser intact à nos enfants.

Vive la République?

Vive son unité?

Vive son indivisibilité?

H. HUGON,  
ex-déporté d'avril

Le Rédacteur-Gérant, A. BERTEAULT.